



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2008

(en application de l'article L 451-1-2 III du Code Monétaire et Financier
et de l'article 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF)

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RESPONSABLE.....	1
RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL	2
1. Activité et résultat du Pôle d'activité « LCL – Banque de proximité ».....	2
2. Facteurs de risques	4
2.1. Risque de crédit.....	4
2.2. Risque de marché.....	8
2.3. Risque de liquidité et de financement.....	11
2.4. Risque de taux d'intérêt global	12
2.5. Risque opérationnel.....	13
COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2008.....	15
1. Cadre général.....	15
2. Compte de résultat.....	16
3. Bilan actif	17
4. Bilan passif	18
5. Tableau de variation des capitaux propres	19
6. Tableau des flux de trésorerie	20
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES AU 30 JUIN 2008... 21	21
1. Principes et Méthodes applicables dans le groupe.....	21
2. Périmètre de consolidation – parties liées.....	22
2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice.....	22
2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre	22
2.3. Ecart d'acquisition	22
2.4. Parties liées.....	22
3. Notes relatives au compte de résultat.....	23
3.1. Produits et Charges d'intérêts	23
3.2. Commissions nettes	23
3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.....	24
3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente	26
3.5. Produits et charges nets des autres activités.....	26
3.6. Charges générales d'exploitation.....	26
3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	27
3.8. Coût du risque.....	28
3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs	28
3.10. Impôts.....	29
4. Information sectorielle.....	30
5. Notes relatives au bilan au 30 juin 2007	31
5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat Actifs financiers à la juste valeur par résultat.....	31
5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente	33
5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle	33
5.4. Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers	35
5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle.....	35
5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées.....	36
5.7. Immeubles de placement.....	37
5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)	37
5.9. Ecart d'acquisition Néant.....	37
5.10. Provisions.....	37
5.11. Capitaux propres	39
6. Engagements de financement et de garantie.....	40

7. Juste valeur des instruments financiers.....	41
8. Evénements postérieurs à fin de la période intermédiaire.....	41
9. Périmètre de consolidation au 30 juin 2008.....	41

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE
2008 42**

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés intermédiaires résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris le 27 août 2008



Philippe Pallatin
Directeur Financier

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

1. Activité et résultat du Pôle d'activité « LCL – Banque de proximité »

LCL a présenté en début d'année le volet développement de son plan, crescendo 2, couvrant la période 2008-2010. Celui-ci vise à prolonger la dynamique de croissance et de conquête de l'entreprise initiée par le précédent projet d'entreprise, crescendo 1.

Fort de l'attractivité de sa nouvelle marque, d'une réorganisation réussie de son réseau commercial particuliers, professionnels et entreprises, et d'une politique marketing innovante lui ayant permis d'obtenir, notamment en termes d'ouverture de comptes, des performances inégalées depuis 10 ans, LCL veut passer à une phase de développement accéléré. L'entreprise y consacrera 800 millions d'euros d'investissement dans les 3 ans.

Avec crescendo 2, LCL se donne pour objectif d'ici 2010, d'accélérer le rythme d'évolution de son PNB dans un contexte de concurrence renforcée. Cette accélération passe par des progrès différenciés selon ses grands marchés de clientèle. Une croissance particulièrement soutenue est ainsi attendue dans les activités de banque privée, d'entreprises et de professionnels. En parallèle, LCL compte intensifier le développement net annuel de ses comptes de dépôts à vue (qui était de +80 000 en 2007) à hauteur de +200 000 comptes à l'horizon 2010.

Au-delà de la mise en place de politiques commerciales spécifiques par métier, destinées à renforcer la satisfaction des clients et dynamiser la politique de conquête commerciale, trois grandes priorités structurent la démarche de développement de crescendo 2 :

- **Faire progresser la satisfaction client** en renforçant l'expertise en agence (notamment dans le domaine de l'immobilier et de l'assurance IARD), en développant de nouveaux programmes de fidélisation. Un important programme de formation sera par ailleurs mis en œuvre sur la durée du plan. Il concernera l'ensemble du réseau commercial et notamment les 3000 nouveaux collaborateurs qui le rejoindront d'ici 2010.
- **Moderniser le réseau** : le programme d'investissement dans le réseau physique visant à automatiser et moderniser les agences LCL sera prolongé et renforcé. Ainsi, 600 millions d'euros sur 3 ans y seront spécifiquement consacrés. De même, si le nombre d'agences reste globalement inchangé, le maillage du réseau sera optimisé afin de s'adapter aux évolutions démographiques et économiques de l'environnement. En parallèle, le canal internet - 1,2 million d'utilisateurs aujourd'hui - fera l'objet d'un développement particulier. L'objectif est d'augmenter d'environ 50% le nombre de ses utilisateurs via notamment une augmentation très significative de la part des opérations et des produits accessibles sur ce canal qui deviendra ainsi une véritable galerie marchande financière.
- **Mobiliser l'entreprise autour de l'excellence opérationnelle** : dans chacun des métiers ont été identifiés des « moments clefs » de la relation client. Chacun d'entre eux va faire l'objet d'un programme prioritaire d'étude et d'optimisation des processus qui y sont associés.

Ce volet complète le plan de compétitivité présenté l'an dernier pour amener le coefficient d'exploitation à 65% au terme du plan crescendo 2.

En termes d'**activité commerciale**, les premiers bénéfiques de ces réorganisations se font d'ores et déjà sentir, avec près de **60.000 ouvertures nettes** de comptes au 1^{er} semestre.

L'évolution des **encours¹ de collecte bilan et hors bilan** a été freinée par la crise des marchés financiers : elle s'inscrit en repli de 1,2 % pénalisée par la baisse de 12% des encours de titres et OPCVM. Cette crise affecte également l'assurance-vie avec une hausse des encours ramenée de 10,3% en 2007 à 4,6% ; mais LCL se démarque d'un marché orienté à la baisse avec une production en hausse de 14%. Au **bilan**, les encours progressent de 3% tirés surtout par les livrets (+6,8%) alors que se poursuit le repli de l'épargne-logement (-11,5%).

Les **encours¹ de crédit** connaissent un développement tonique, à +11,7 %, contre +9,5% l'an dernier. Ils sont tirés par le dynamisme des concours aux PME dont la progression atteint 30%, devant les crédits à l'habitat qui affichent toutefois un léger fléchissement (+9,8% contre +11,2%) dans un contexte de ralentissement du marché et de tension sur les taux.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2007	30/06/2008	Var 2007 / 2008
PNB	1 833	1 890	3,10%
Charges d'exploitation et amortissements	-1 427	-1 259	-11,80%
Résultat brut d'exploitation	406	631	55,70%
Coût du risque	-73	-83	13,40%
Résultat avant impôts	333	549	65,00%
Impôts sur les bénéfices	-100	-165	65,00%
Résultat net	233	384	64,90%
RESULTAT NET PART DU GROUPE	233	384	64,90%

On rappellera que le compte de résultats intégrait au premier semestre 2007 une dotation aux provisions de 485 M€ au titre du plan de compétitivité, le métier de banque de proximité ayant été impacté à hauteur de 175 M€.

Le **produit net bancaire** progresse de 3,1%, résultante de contributions identiques des marges et des commissions.

- La marge d'intérêts se consolide au bénéfice d'un contexte de taux favorable pour les ressources et grâce au rétablissement des marges à la production sur les emplois,
- Les commissions accusent l'impact très négatif de la crise boursière que compense pour partie le dynamisme en matière d'assurance.

Les **charges d'exploitation** sont stables (+0,5% sur un an) hors provision pour plan de compétitivité 2007 (175 M€ en 2007).

Hors plan de compétitivité, le différentiel de croissance entre PNB et frais généraux voisin de 1% fin juin 2007, dépasse sur les 6 premiers mois 2,5% et le **coefficient d'exploitation** connaît une nouvelle amélioration : -1,8 point à 66,6%.

La progression du **coût du risque** (+ 13,4%) reflète une amélioration de la couverture des encours dans un contexte de fort dynamisme de l'activité. Il reste bien maîtrisé à 32 points de base sur engagements pondérés Cooke (31 pb en 2007).

¹ Capitaux fin de période

En conséquence, le **résultat net** s'établit à 384 M€ en hausse de 65% sur le niveau de 2007, la progression étant ramenée à 8,2% hors impact plan de compétitivité 2007.

2. Facteurs de risques

2.1. Risque de crédit

2.1.1. Définition

Le risque de crédit et de contrepartie traduit le risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire.

2.1.2. Principales évolutions au cours du 1er semestre 2008

2.1.2.1. Objectifs et politique de gestion du risque :

Dans une conjoncture qui se dégrade (crise du système bancaire US, hausse des matières premières et du pétrole, baisse du marché de l'immobilier), l'essentiel des indicateurs avancés restent correctement orientés, et témoignent à ce stade d'une bonne maîtrise des risques de LCL :

- baisse des créances douteuses et litigieuses (CDL) non contentieux et stabilisation des encours sensibles sur les trois marchés (Particuliers, Professionnels et Entreprises),
- amélioration en 2008 de la gestion quotidienne de la Banque de détail,
- pas d'alerte sur le financement de l'habitat (taux d'impayés stable).

Dans ce contexte économique incertain, un plan d'action préventif a été mis en place :

- élargissement des indicateurs avancés (taux d'utilisation des crédits de trésorerie),
- revues de portefeuille,
- définition et suivi, avec Crédit Agricole SA, de nouvelles limites sur les grands groupes,
- sensibilisation du réseau.

2.1.2.2. Gestion du risque :

2.1.2.2.1. Dispositif de suivi :

La gestion du risque de crédit et de contrepartie concerne l'ensemble des marchés de LCL :

- Retail : marché des particuliers, des professionnels et des petites entreprises,
- Hors Retail : marché des entreprises, institutionnels ...

Elle s'appuie sur des normes et des procédures, des systèmes de notation, une politique de provisionnement et de couverture des risques et un dispositif de surveillance.

2.1.2.2. Méthodologie et système de mesure :

En complément des actions déjà menées pour l'amélioration du dispositif risques, LCL a pris des mesures pour s'assurer d'un maximum de réactivité en distinguant les mesures liées à la gestion du stock de ses concours et celles liées à la politique d'octroi.

Pour la gestion de nos stocks de crédit, des indicateurs de risques avancés viennent d'être créés pour chaque marché (Particuliers, Professionnels et Entreprises) avec un suivi mensuel.

Au niveau de la politique d'octroi, le dispositif très centralisé rend aisé un infléchissement par modification des paramètres des systèmes experts et des consignes données aux plateformes centralisées CED-CND-Études et Décisions.

2.1.2.3. Exposition :

2.1.2.3.1. Exposition maximale :

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2008	31/12/2007
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat <i>(hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrat en unités de compte)</i>	5.1	68	72
Instruments dérivés de couverture	Bilan actif	1 313	1 018
Actifs disponibles à la vente <i>(hors titres à revenu variable)</i>	5.2	1 803	1 647
Prêts et créances sur les établissements de crédit <i>(hors opérations internes)</i>	5.3	16 483	14 771
Prêts et créances sur la clientèle	5.3	69 995	67 062
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	Bilan actif	0	0
EXPOSITION DES ENGAGEMENTS DE BILAN (nets de dépréciations)		89 662	84 570
Engagements de financement donnés	6	11 007	11 241
Engagements de garantie financière donnés	6	8 845	12 090
Provisions - engagements par signature	5.10	92	129
EXPOSITION DES ENGAGEMENTS HORS BILAN (nets de provisions)		19 944	23 460
TOTAL EXPOSITION NETTE		109 606	108 030

Données auditées.

2.1.2.3.2. Exposition par agent économique :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations encours douteux compromis	
Administrations centrales	666					666
Institutions non établissements de crédit	101					101
Etablissements de crédit	16 447	10	5			16 442
Grandes entreprises	14 423	386	109	566	412	13 902
Clientèle de détail	56 341	620	165	843	598	55 578
Total (*)	87 978	1 016	279	1 409	1 010	86 689
Créances rattachées nettes						313
Dépréciations sur base collective						-524
VALEURS NETTES AU BILAN						86 478

(*) Dont actifs restructurés non dépréciés pour 310 M€.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations encours douteux compromis	
Administrations centrales	359					359
Institutions non établissements de crédit						
Etablissements de crédit	14 744	8	6			14 738
Grandes entreprises	13 295	389	110	586	445	12 740
Clientèle de détail	54 988	618	166	859	635	54 187
Total (*)	83 386	1 015	282	1 445	1 080	82 024
Créances rattachées nettes						287
Dépréciations sur base collective						-478
VALEURS NETTES AU BILAN						81 833

(*) Dont actifs restructurés non dépréciés pour 302 M€.

2.1.2.3.3. Qualité des encours (source Bâle II hors Défaut) :

- Marché des entreprises

La notation Bâle II du portefeuille sain (hors Défaut) montre une amélioration sensible de la qualité de celui-ci en 6 mois. La progression significative de la part des engagements les mieux notés (Investment grade) traduit la baisse du risque latent porté par LCL sur ce portefeuille.

Répartition* en montant des engagements

	31/12/2006	30/06/2007	31/12/2007	30/06/2008
Investment grade	60%	65%	69%	71%
Non investment grade	38%	33%	29%	27%
Sensibles	2%	2%	2%	2%
Total	100%	100%	100%	100%

Données non auditées.

(*) Changement de définition du sensible au 1er trimestre 2008 rétropolé sur l'historique.

- Marché des particuliers et professionnels

La notation Bâle II du portefeuille sain (hors Défaut) montre une légère amélioration de la qualité de celui-ci en 6 mois.

Notations Bâle II : répartition en montant

	31/12/2006	30/06/2007	31/12/2007	30/06/2008
Risque modéré	73,3%	74,9%	75,1%	75,5%
Risque moyen	19,4%	17,9%	18,0%	17,6%
Risque élevé	7,3%	7,2%	6,9%	6,9%
Total	100%	100%	100%	100%

Données non auditées.

2.1.2.3.4. Coût du risque :

Les données chiffrées sont précisées dans les notes annexes aux comptes consolidés (note 3.8).

En synthèse à fin juin 2008, le niveau de CDL est maîtrisé, avec désormais un taux à 2,84%. Le taux de couverture des encours en défaut (CDL) par les provisions reste à un bon niveau (77%). La charge nette trimestrielle du coût du risque est conforme au Budget (39,5 M€ contre Budget 41,9 M€).

Concernant la banque de détail, le taux de CDL se positionne largement sous les 3% (2,65%). Le taux de couverture est en hausse avec 69% des encours en défaut. La charge nette trimestrielle est en augmentation, du fait de l'ajout d'une provision permettant une couverture plus exhaustive sur les Professionnels en défaut non contentieux.

Pour le marché des Entreprises, le taux de CDL est toujours en baisse (3,35% vs 3,79% au 31/03/2008). Le taux de couverture 'prudentiel' reste très élevé (93%).

2.1.3. Perspectives d'évolution pour le second semestre

La nouvelle stratégie risque 2008/2010, validée mi juillet 2008, s'inscrit dans la continuité de la stratégie risque 2006/2008 et ne doit pas entraîner de déformation du portefeuille LCL. A ce titre, la répartition des engagements par niveau de notation est conservée et les prévisions en matière d'emplois pondérés suivent la progression des engagements.

Par ailleurs, cette nouvelle stratégie risque s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle politique de crédit associant développement commercial et maîtrise des risques via :

- une approche personnalisée par secteurs d'activité et par métier,
- une concentration des actions commerciales de masse sur les secteurs à risque de crédit faible ou modéré,
- une diminution du taux de CDL (à conjoncture stable) en réduisant les anomalies et les découverts non utilisés.

2.2. Risque de marché

Exposition au risque et comment celui-ci survient :

Les activités de marché chez Crédit Lyonnais comprennent :

- la trésorerie euro et devises liées au métier de banque de proximité,
- un portefeuille de placement en titres à revenus variables composé d'actions et de parts d'OPCVM en actions, en actifs alternatifs et trésorerie dynamique. L'objectif de gestion est une rémunération supérieure en moyenne au marché monétaire,
- les activités de gestion active du bilan dont la gestion et le contrôle des risques sont délégués à Crédit Agricole SA mais dont le risque et les résultats reviennent chez Crédit Lyonnais. Cette activité spécifique est traitée dans le paragraphe ci-après « risques de marché issus de la gestion active du bilan ».

Le dispositif couvre les risques de marché qui se définissent comme les pertes potentielles liées aux variations des paramètres de marché : taux d'intérêt et cours de change, cours d'actions ou d'OPCVM, etc.

Les activités sur dérivés de taux et de change réalisées avec la clientèle font l'objet d'une couverture systématique avec CALYON. Aucun risque de marché issu de ce type d'activité n'est conservé chez Crédit Lyonnais.

Le dispositif de surveillance et les Comités de suivi

Les objectifs en matière d'intervention sur les marchés sont définis par les Comités Crédit Lyonnais :

- le comité ALM et Trésorerie,
- le comité de Placement.

Le calcul opérationnel des résultats et des risques sur la trésorerie est réalisé quotidiennement par l'équipe de suivi d'activité de CALYON pour le compte du Crédit Lyonnais.

Les calculs opérationnels sur le portefeuille de placement sont réalisés par la cellule Risques Financiers de la Direction des Contrôles Permanents et Risques du Crédit Lyonnais.

Méthodologies de mesure et d'encadrement des risques de marchés

La mesure en " Value at Risk " (VaR)

La mesure en VaR constitue l'élément central du dispositif de mesure des risques. Elle est calculée quotidiennement sur le périmètre trésorerie et change et mensuellement pour le portefeuille de placement. Le calcul de la VaR sur le portefeuille de placement est complété par un stress scénario hypothétique.

La VaR est l'évaluation de la perte potentielle que le portefeuille du Crédit Lyonnais pourrait subir en cas de mouvements défavorables des paramètres de marché, pour un horizon de temps donné et pour un intervalle de confiance de 99%, en s'appuyant sur un an, au moins, d'historique de données.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la VaR, en valeur absolue, sur la trésorerie de LCL.

Ventilation de la VaR trésorerie (1 jour, 99%) à fin juin 2008

<i>(En milliers d'euros)</i>	Minimum	Maximum	Moyenne	30/06/2008	Limite (1)
VaR Trésorerie	622	2 024	1 400	1 719	1 400

Données non auditées.

(1) Limite validée par Crédit Agricole SA.

Ventilation de la VaR trésorerie (1 jour, 99%) en 2007

<i>(En milliers d'euros)</i>	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2007	Limite
VaR Trésorerie	73	1 200	332	1 106	700

Données non auditées.

Les montants de VaR sur le portefeuille de placement apparaissent comme suit :

Ventilation de la VaR sur le portefeuille de placement (1 mois, 99%) à fin juin 2008

<i>(En millions d'euros)</i>	Minimum	Maximum	Moyenne	30/06/2008
VaR Placement	18,2	26,4	21,7	19,8

Données non auditées.

Ventilation de la VaR sur le portefeuille de placement (1 mois, 99%) en 2007

<i>(En millions d'euros)</i>	Minimum	Maximum	Moyenne	31/12/2007
VaR Placement	24,2	37,9	30,0	27,9

Données non auditées.

Pour le portefeuille de placement la limite est exprimée en valeur de marché et non en VaR (Cf. infra « le suivi des limites »).

Evolution du risque par rapport à l'année 2007 :

La VaR de la trésorerie a connue en 2008 une forte augmentation. L'activité de la trésorerie n'a pas connu de changement significatif mais ce sont les spreads de taux qui ont connu de fortes variations suite à la crise immobilière américaine. L'impact sur la VaR c'est fait ressentir avec des dépassements en 2007 et en 2008 même après une augmentation de la limite à 1 400K€ suite à des niveaux de spread historiquement élevés. La VaR moyenne est en forte augmentation celle-ci passant de 212K€ en 2006 et 332K€ en 2007 à 1 400K€ à fin juin 2008.

Courant 2008, la VaR du portefeuille a été en diminution en fonction des désinvestissements réalisés sur les poches à risque action et alternatif au profit de produits monétaires sans risque de marché. La VaR du portefeuille de placement passe de 28M€ à fin 2007 à 19.8M€ à fin juin 2008.

Les autres indicateurs

La mesure en VaR est associée à une batterie d'indicateurs complémentaires ou explicatifs, dont certains font l'objet de limites (devises et produits autorisés, échéances maximales, sensibilités, stress scénarii).

Le suivi des limites

Des limites spécifiques, revues tous les ans, sont déterminées pour l'activité de trésorerie et pour l'activité spot.

Des limites en valeur de marché globale et par classe d'actifs ont été mises en place sur le portefeuille de placement. Elles sont détaillées dans le paragraphe "Variations en terme d'exposition au risque et de politique de gestion du risque".

Le Contrôle des risques financiers du Crédit Lyonnais (service du Département Contrôle Permanent et des Risques) assure le suivi quotidien de l'ensemble des limites et reporte leur éventuel franchissement aux niveaux appropriés. Les dépassements significatifs (qui pourraient engendrer une perte élevée au regard de l'activité) ainsi que les variations significatives de résultats sont portés à la connaissance des différents Comités.

La politique de couverture des risques :

Plusieurs actions ont été menées par la Direction Financière pour protéger le portefeuille d'une baisse des marchés actions. Il s'agit de la mise en place de tunnels sur des lignes d'actions détenues en direct permettant de figer un montant minimum de plus values sur ces titres pour l'année 2008. Par ailleurs, de manière à limiter la volatilité de la poche actions, il a été décidé d'introduire dans celle-ci une proportion de fonds OPCVM long / short actions qui diminuent l'exposition directionnelle à ces marchés. Enfin, des produits structurés (avec garantie en capital) permettent de minimiser le risque actions en cas de baisse tout en profitant du potentiel de hausse lorsque les marchés sont bien orientés.

Concernant la trésorerie, des swaps de couverture (swap de base) ont été réalisés pour se couvrir des variations de spread.

Variations en terme d'exposition au risque et de politique de gestion du risque :

Deux faits marquants sont à signaler :

- La valeur de marché du portefeuille est en augmentation, elle passe de 880M€ à fin 2007 à 1002M€ à juin 2008. On constate sur la même période une diminution du risque, la VaR passant de 27,9M€ à 19,8M€. L'augmentation du portefeuille porte sur des produits monétaires à risque faible alors que les poches actions et alternatif plus risquées sont en forte diminution.

Limites et encours par classe d'actifs au 30 juin 2008

<i>(En millions d'euros)</i>	Actions	Alternatif	Trésorerie dynamique	Global
Limites	540	300	1200	1200
Encours	192	143	667	1002

Limites et encours par classe d'actifs au 31 décembre 2007

<i>(En millions d'euros)</i>	Actions	Alternatif	Trésorerie dynamique	Global
Limites	540	300	1200	1200
Encours	345	255	280	880

- Concernant la trésorerie, la limite en VaR a été dépassée de 600K€ du fait de l'impact de la crise des subprimes sur les taux interbancaires. Cet aspect a été pris en compte dans la stratégie des risques : la VaR devient un indicateur de risque et elle sera remplacée comme limite globale par le gap de taux de la trésorerie.

➤ **Risques de marché issus de la gestion active du bilan**

LCL délègue la gestion actif-passif sur les activités de transformation de taux chez Crédit Agricole S.A. Cette gestion génère des risques de marché au travers des différentes stratégies d'intervention sur les marchés qui demeurent portés par LCL.

Ces risques de marché sont spécifiquement encadrés par un dispositif de limites en sensibilité et encours propres à des activités de trading (taux, actions) et de placement.

Crédit Agricole S.A. assure une surveillance quotidienne de ces risques de marché et rend compte de son activité de contrôle et de surveillance du respect des limites auprès du Comité Actif Passif de LCL.

Sur le 1^{er} semestre 2008, la gestion a été diversifiée aux actions et aux titres de crédit dans le cadre des limites, exprimées sous forme de sensibilités aux facteurs de risque (taux, actions et spread de crédit), attribuées.

2.3. Risque de liquidité et de financement

Le Crédit Lyonnais en tant qu'établissement de crédit respecte les exigences en matière de liquidité définies par les textes suivants :

- le règlement CRBF n° 88-01 du 22 février 1988 relatif à la liquidité,
- l'instruction de la Commission bancaire n° 88-03 du 22 avril 1988 relative à la liquidité modifiée par l'instruction n°93-01 du 29 janvier 1993 et n°2000-11 du 4 décembre 2000,
- l'instruction de la Commission bancaire n° 89-03 du 20 avril 1989 relative aux conditions de prise en compte des accords de refinancement dans le calcul de la liquidité.

La Trésorerie a pour mission d'assurer, en liaison avec Crédit Agricole SA, la gestion du risque de liquidité dans les conditions optimales.

Il s'agit en particulier :

- de gérer la liquidité,
- de veiller à la bonne adéquation, en montant et en durée, des emplois et des ressources,
- d'assurer le respect des contraintes de liquidité réglementaires,

- d'envisager des scénarii de crises de liquidité.

Pour cela, la Trésorerie s'appuie sur des normes de gestion de la liquidité validées par le Comité ALM et Trésorerie.

La Trésorerie suit particulièrement :

- la transformation à court terme, qui fait l'objet d'une analyse quotidienne,
- la transformation à 1 an, 5 ans, 10 ans et 20 ans, mesurée trimestriellement à partir d'un bilan échéancé de la banque.

Sur le premier semestre 2008, la dynamique commerciale s'est poursuivie par une augmentation des emplois (en particulier les crédits à l'habitat et crédits d'équipement), plus rapide que celle des dépôts. Cette dynamique augmente le besoin de liquidité qui reste couvert sans recours important au marché interbancaire. Pour la surveillance de la liquidité à court terme, le coefficient de liquidité à un mois s'est établi à 114% au 30 juin 2008.

2.4. Risque de taux d'intérêt global

La gestion du risque de taux global s'effectue selon deux modalités différentes :

- Les opérations de montant important et ayant des caractéristiques d'opérations de marché sont systématiquement adossées auprès de la Trésorerie.
- Les autres opérations (montant unitaire faible, échéancier incertain, taux non corrélé aux taux de marché par exemple), font l'objet d'une gestion sous la responsabilité du Comité ALM et Trésorerie. Depuis la centralisation de la Gestion Actif - Passif au Crédit Agricole SA au cours du 1^{er} semestre 2007, le schéma financier est le suivant :
 - les postes de bilan sans échéance contractuelle (essentiellement les dépôts à vue et l'épargne réglementaire) sont adossés à Crédit Agricole SA au travers de swaps et de prêts/emprunts miroirs : il n'y a donc plus de risque de taux sur ces postes.
 - les postes de bilan avec une échéance contractuelle, essentiellement les actifs, créent une position de taux contenue à l'intérieur des limites fixées par Crédit Lyonnais.

La Gestion Actif - Passif est responsable de ce dispositif qui vise à maîtriser les risques financiers.

L'organisation et la méthodologie afférentes à la gestion du risque de taux sont déterminées par le Comité ALM et Trésorerie sur proposition de la Gestion Actif - Passif.

Chaque produit est pris en compte dans l'analyse du risque de taux selon des règles d'échéancement conventionnelles qui traduisent son comportement économique.

La Gestion Actif - Passif mesure les impasses de taux du Crédit Lyonnais et les couvre mensuellement en application des décisions du Comité ALM et Trésorerie qui décide du programme de couverture proposé et mis en œuvre par Crédit Agricole SA. Initié courant 2007, ce processus de gestion centralisée chez Crédit Agricole SA fait l'objet de travaux d'amélioration et de fiabilisation.

Les filiales du Crédit Lyonnais mesurent et gèrent leurs impasses dans un objectif de couverture.

Les swaps et prêts/emprunts miroirs qui adossent les passifs du Crédit Lyonnais doivent eux-mêmes faire l'objet d'une couverture via des swaps comptabilisés dans les livres de Crédit Agricole SA et conclus par la Gestion Actif - Passif.

Dans le cadre de limites strictes, le compartiment RTIG (Risque de Taux d'Intérêt Global) de la gestion active vise à optimiser le coût de ces couvertures :

- Le plus souvent en retardant – marginalement - la date de mise en place de ces couvertures, si la Gestion Actif - Passif anticipe une évolution favorable des taux.
- Mais en modulant de façon marginale également la durée de ces couvertures.

Le Gap de gestion active désigne ainsi l'écart entre :

- les opérations qui auraient dû être conclues pour adosser parfaitement les swaps et prêts/emprunts miroirs,
- et les opérations qui ont effectivement été mises en place (et qui peuvent ne pas adosser parfaitement les swaps et prêts/emprunts miroirs).

En ce sens – et puisque le Crédit Lyonnais bénéficie de la performance et supporte le risqué né de la gestion active – les swaps et prêts/emprunts miroirs, augmentés du Gap de gestion active, constituent un adossement non exact des passifs du Crédit Lyonnais. Dans le but d'en limiter l'impact, des limites strictes encadrent le montant du Gap de gestion active.

2.5. Risque opérationnel

2.5.1. Définition

Le risque opérationnel se définit comme le risque de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. La définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

2.5.2. Principales évolutions au cours du 1er semestre 2008

L'actualisation de la cartographie des risques opérationnels démarrée fin 2007 s'est achevée en mars 2008. S'appuyant sur la typologie des risques opérationnels de Bâle II et sur un ensemble d'informations (incidents, constats d'audit, niveau des pertes,...), les cartographies de risques opérationnels couvrent les activités de LCL et permettent de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée. Les processus ainsi identifiés comme étant les plus à risque ont fait l'objet de plans d'action validés en Comité des Risques Opérationnels de mai 2008.

Les calculs de fonds propres au titre du risque opérationnel (arrêté du 31/12/07) ont été actualisés par la Direction Risques Groupe de Crédit Agricole SA début 2008 à partir des éléments fournis par LCL, notamment l'historique des pertes opérationnelles et les cotations des scénarii exceptionnels.

Les pertes et provisions au titre du risque opérationnel sur les événements détectés au 1^{er} semestre 2008 s'élèvent à 1,18% du PNB.

2.5.3. Perspectives d'évolution pour le second semestre

Conformément à la nouvelle méthodologie de cartographie des risques opérationnels Groupe Crédit Agricole SA, la prochaine campagne de cartographie des risques opérationnels 2008 intégrera les évolutions relatives

au degré de cotation des risques. Les cotations seront dorénavant réalisées de « niveau 3 » qui représente le niveau le plus fin dans la typologie des risques opérationnels Bâle II.

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

AU 30 JUIN 2008

1. Cadre général

- Dénomination sociale et siège social

Crédit Lyonnais

Siège social : 18 rue de la République - 69002 Lyon

Siège central et administratif : 19 boulevard des Italiens - 75002 Paris

- Forme Juridique

Le Crédit Lyonnais, fondé en 1863, sous la forme de société à responsabilité limitée, a été constitué sous la forme de société anonyme le 25 avril 1872.

Le Crédit Lyonnais, nationalisé à la date du 1er janvier 1946, en exécution de la loi du 2 décembre 1945, a été privatisé le 15 juillet 1999.

- Date de constitution et durée

Sa durée, fixée primitivement à 50 ans à partir de sa constitution, a été prorogée successivement jusqu'au 31 décembre de l'an 2024.

- Objet social

Aux termes de l'article 3 des statuts, l'objet social du Crédit Lyonnais est le suivant :

« L'objet du CREDIT LYONNAIS consiste à effectuer, à titre de profession habituelle, toutes opérations de banque et toutes opérations connexes mentionnées dans la législation en vigueur et notamment le Code monétaire et financier, en France et à l'étranger, avec toute personne, physique ou morale, de droit public ou privé, française ou étrangère, dans les conditions définies par la réglementation applicable aux banques.

L'objet du CREDIT LYONNAIS consiste également à prendre et à détenir des participations dans les entreprises, françaises ou étrangères, existantes ou en création, dans les conditions définies par la réglementation applicable aux banques.

L'objet du Crédit Lyonnais consiste enfin à exercer à titre habituel toute activité non bancaire dans le respect de la réglementation applicable aux banques, notamment l'activité de courtage, et en particulier le courtage d'assurances.

Pour la réalisation de son objet, le Crédit Lyonnais peut, aussi bien en France qu'à l'étranger, créer toute filiale et établir toute succursale ou agence et d'une manière générale, effectuer, tant pour son compte que pour le compte de tiers, seul ou en participation, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, ou agricoles, qu'elles soient mobilières ou immobilières, dans les limites fixées par la législation et la réglementation applicables aux banques. »

- Registre du commerce et des sociétés et code APE

RCS Lyon : 954 509 741
 Siret : 954 509 741 000 11
 APE/NAF : 651 C

Conformément aux dispositions de l'article L.233-3 du code de commerce, le capital social du Crédit Lyonnais étant détenu à hauteur 94,92% par Crédit Agricole SA, Crédit Lyonnais est contrôlé par Crédit Agricole SA.

2. Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Intérêts et produits assimilés	3.1	6 281	10 026	3 964
Intérêts et charges assimilés	3.1	-5 325	-8 247	-3 072
Commissions (produits)	3.2	1 004	2 012	1 007
Commissions (charges)	3.2	-87	-229	-113
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	-8	8	7,43
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3.4	27	116	107
Produits des autres activités	3.5	67	96	39
Charges des autres activités	3.5	-70	-87	-37
PRODUIT NET BANCAIRE		1 889	3 695	1 902
Charges générales d'exploitation	3.6	-1 263	-3 233	-1 813
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	3.7	-91	-185	-92
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		535	277	-3
Coût du risque	3.8	-79	-130	-73
RESULTAT D'EXPLOITATION		456	147	-76
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence				
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.9	4	25	23
Variations de valeur des écarts d'acquisition				
RESULTAT AVANT IMPOT		460	172	-53
Impôts sur les bénéfices	3.10	-145	-70	5
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
RESULTAT NET		315	102	-48
Intérêts minoritaires		26	53	26
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		289	49	-74
Résultat par action (en euros)		1,62	0,14	-0,41
Résultat dilué par action (en euros)		3,24	0,14	-0,41

3. Bilan actif

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2008	31/12/2007
Caisse, banques centrales		757	1 670
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	<i>5.1</i>	68	72
Instruments dérivés de couverture		1 313	1 018
Actifs financiers disponibles à la vente	<i>5.2</i>	1 904	1 748
Prêts et créances sur les établissements de crédit	<i>5.3 / 5.4</i>	16 483	14 771
Prêts et créances sur la clientèle	<i>5.3 / 5.4</i>	69 995	67 062
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		1	1
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Actifs d'impôts courants		119	276
Actifs d'impôts différés		626	649
Comptes de régularisation et actifs divers		2 725	2 752
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	<i>5.7</i>		
Immobilisations corporelles	<i>5.8</i>	1 237	1 248
Immobilisations incorporelles	<i>5.8</i>	176	194
Ecarts d'acquisition	<i>5.9</i>		
TOTAL DE L'ACTIF		95 404	91 461

4. Bilan passif

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2008	31/12/2007
Banques centrales		5	10
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		68	73
Instruments dérivés de couverture		1 729	1 425
Dettes envers les établissements de crédit	<i>5.5</i>	8 432	7 581
Dettes envers la clientèle	<i>5.5</i>	61 160	60 970
Dettes représentées par un titre	<i>5.6</i>	14 144	11 640
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		314	65
Passifs d'impôts courants		118	211
Passifs d'impôts différés		73	85
Comptes de régularisation et passifs divers		2 018	2 286
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Provisions techniques des contrats d'assurance			
Provisions	<i>5.10</i>	1 265	1 398
Dettes subordonnées	<i>5.6</i>	934	768
Capitaux propres	<i>5.11</i>	5 144	4 949
Capitaux propres part du Groupe		4 366	4 161
Capital et réserves liées		1 877	1 873
Réserves consolidées		2 118	2 125
Gains ou pertes latents ou différés		82	114
Résultat de l'exercice		289	49
Intérêts minoritaires		778	788
TOTAL DU PASSIF		95 404	91 461

5. Tableau de variation des capitaux propres

<i>(en millions d'Euros)</i>	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Gains/pertes latents ou différés			Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées (1)	Elimination des titres auto-détenus		Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variation de juste valeur des dérivés de couverture				
Capitaux propres au 1er janvier 2007	1 845	2 101	0	2 101	-8	189	0	475	4 602	788	5 390
Augmentation de capital	1	4		4					5		5
Variation des titres auto détenus				0					0		0
Dividendes versés en 2007		-452		-452					-452	-52	-504
Dividendes reçus des CR et filiales				0					0		0
Variation de juste valeur				0		-37			-37		-37
Transfert en compte de résultat		475		475				-475	0		0
Résultat au 30/06/2007				0				-74	-74	26	-48
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0					0		0
Variation de l'écart de conversion		2		2	-2				0		0
Impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires		0		0	0				0		0
Mouvements liés aux stock options		0		0	0				0		0
Autres variations		-8		-8	8				0		0
Capitaux propres au 30 juin 2007	1 846	2 122	0	2 122	-2	152	0	-74	4 044	762	4 806
Augmentation de capital	1	4		4					5		5
Variation des titres auto détenus				0					0		0
Dividendes reçus des CR et filiales				0					0	0	0
Variation de juste valeur				0		-24			-24		-24
Transfert en compte de résultat				0				0	0	26	26
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0					0		0
Résultat 2nd semestre				0				123	123		123
Variation de l'écart de conversion		-3		-3					-3		-3
Impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires				0	-1				-1		-1
Mouvements liés aux stock options		6		6	0				6		6
Autres variations		22		22	-8	-3			11		11
Capitaux propres au 31 décembre 2007	1 847	2 151	0	2 151	-11	125	0	49	4 161	788	4 949
Augmentation de capital	1	4		4					4		4
Variation des titres auto détenus				0					0		0
Dividendes versés en 2008		-46		-46					-46	-36	-82
Dividendes reçus des CR et filiales				0					0		0
Variation de juste valeur				0		-44			-44		-44
Transfert en compte de résultat		49		49				-49	0		0
Résultat au 30/06/2008				0				289	289	26	315
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence				0					0		0
Variation de l'écart de conversion				0					0		0
Impact relatif aux mouvements d'intérêts minoritaires		0		0	0				0		0
Mouvements liés aux stock options		2		2	0				2		2
Autres variations		-14		-14	11	3			0		0
Capitaux propres au 30 juin 2008	1 848	2 146	0	2 146	0	84	0	289	4 366	778	5 144

(1) : Réserves consolidées avant élimination des titres d'auto-contrôle

6. Tableau des flux de trésorerie

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	30/06/2007	31/12/2007
Résultat avant impôts	461	-53	172
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	84	92	185
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			0
Dotations nettes aux dépréciations (1)	-48	493	479
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			0
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-16	-28	-35
(Produits)/charges des activités de financement	19	41	75
Autres mouvements (2)	213	-539	-112
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	253	59	592
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-310	3 763	3 841
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-2 750	-2 901	-5 933
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 618	1 602	3 706
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-440	841	902
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			0
Impôts versés	-47	-120	-317
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-928	3 185	2 199
TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)	-215	3 191	2 963
Flux liés aux participations	6	21	41
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-45	-40	-117
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)	-39	-19	-76
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (3)	-95	-500	-496
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-13	-265	-1 126
TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)	-107	-765	-1 622
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0	0
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)	-361	2 407	1 265
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	8 733	7 467	7 467
Caisse, banques centrales (actif & passif)	1 655	1 110	1 110
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (*)	7 078	6 357	6 357
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8 372	9 874	8 733
Caisse, banques centrales (actif & passif)	749	1 114	1 655
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (*)	7 623	8 760	7 078
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	-361	2 407	1 266

(*) composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 5.3 et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 5.5

(1) dont provisions pour risques et charges pour -129 M€.

(2) dont impact juste valeur éléments couverts pour +416 M€ et intérêts courus non échus et reclassement dérivés pour -365 M€.

(3) dont paiement de dividendes pour -99 M€.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2008

1. Principes et Méthodes applicables dans le groupe

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Crédit Lyonnais ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC telles qu'adoptées par l'Union européenne et applicables au 30 juin 2008.

Celles-ci sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe Crédit Lyonnais au 31 décembre 2007, et complétées par les dispositions de la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire, qui définit le contenu minimum de cette information, et qui identifie les principes de comptabilisation et d'évaluation devant être appliquée à un rapport financier intermédiaire.

Aucune norme ou interprétation n'est d'application obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2008.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application de normes et interprétations est optionnelle sur une période, celles-ci ne sont pas retenues par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

la norme IFRS 8 issue du règlement du 21 novembre 2007 (CE n° 1358/2007), relative aux secteurs opérationnels et remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle. Cette norme sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2009,

l'interprétation IFRIC 11 issue du règlement du 1er juin 2007 (CE n° 611/2007), relative au traitement des actions propres et des transactions intra-groupe dans le cadre de la norme IFRS 2 portant sur le paiement fondé sur des actions. Cette interprétation sera appliquée pour la première fois au 1^{er} janvier 2009.

Le Groupe n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

Le référentiel IFRS adopté par l'Union Européenne et appliqué par le Groupe Crédit Lyonnais est disponible sur le site de la Commission Européenne, à l'adresse suivante :
http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 30 juin 2008.

Les comptes semestriels résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans les comptes consolidés au 31 décembre 2007 du Groupe Crédit Lyonnais et doivent être lus en complément de ces derniers. Aussi, seules les informations les plus significatives sur l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe Crédit Lyonnais sont reproduites dans ces comptes semestriels.

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des comptes consolidés exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations réalisées pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur, les régimes de

retraites et autres avantages sociaux, les moins-values durables, les dépréciations de créances irrécouvrables, les provisions, la dépréciation des écarts d'acquisition et les actifs d'impôts différés.

2. Périmètre de consolidation – parties liées

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2008 est présenté de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 9.

2.1. Evolutions du périmètre de consolidation de l'exercice

Sociétés nouvellement consolidées au 30 juin 2008

- a) Sociétés entrées dans le périmètre soit par création, soit du fait de leur acquisition ou d'un complément d'acquisition de leurs titres, soit du fait d'un franchissement du seuil de signification : NEANT
- b) Passage d'un palier à une consolidation en directe : NEANT

Sociétés sorties du périmètre au 30 juin 2008

- a) Cession de sociétés hors groupe : NEANT
- b) Application des seuils de signification ou cessation d'activité : NEANT
- c) Cession / Fusion ou absorption par une société du groupe Crédit Agricole SA : NEANT
- d) Passage d'une consolidation en direct à un palier : NEANT
 - Changement de dénomination sociale : NEANT
 - Changement de méthode de consolidation : NEANT

2.2. Principales opérations externes réalisées au cours du semestre

Néant.

2.3. Ecart d'acquisition

Néant.

2.4. Parties liées

Le Crédit Lyonnais, dans son rôle de Distributeur, s'adresse à chacune des filiales spécifiques du groupe Crédit Agricole pour obtenir les produits les plus à même de satisfaire sa clientèle (CAAM pour les produits de gestion d'actifs, Pacifica pour les assurances dommage, Prédica pour les assurances vie,...) et s'adresse à Calyon pour adosser les opérations de marché de sa clientèle.

Les opérations de trésorerie sont centralisées auprès de Crédit Agricole SA.

Parmi les partenariats intra-groupe Crédit Agricole, les plus significatifs en termes de contribution au PNB du Crédit Lyonnais ont été réalisés au cours du 1^{er} semestre 2008 avec :

- CAAM pour 106 M€ contre 123 M€ à fin juin 2007 (-14% / juin 2007),
- Prédica pour 127 M€ contre 114 M€ à fin juin 2007 (+11% / juin 2007),

- Sofinco pour 72 M€ contre 73 M€ à fin juin 2007 (-1% / juin 2007),
- Pacifica pour 66 M€ contre 40 M€ à fin juin 2007 (+65% / juin 2007).

3. Notes relatives au compte de résultat

3.1. Produits et Charges d'intérêts

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Sur opérations avec les établissements de crédit	413	741	309
Sur opérations avec la clientèle	1 563	2 920	1 383
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	6	43	36
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Intérêts courus et échus des instruments de couverture (1)	4 289	6 310	2 229
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et produits assimilés	10	12	7
PRODUITS D'INTERETS	6 281	10 026	3 964
Sur opérations avec les établissements de crédit	-258	-438	-197
Sur opérations avec la clientèle	-568	-1 080	-497
Actifs financiers disponibles à la vente			
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Sur dettes représentées par un titre	-281	-443	-199
Sur dettes subordonnées	-19	-75	-41
Intérêts courus et échus des instruments de couverture (1)	-4 199	-6 211	-2 138
Sur opérations de location-financement			
Autres intérêts et charges assimilées			
CHARGES D'INTERETS	-5 325	-8 247	-3 072

(1) Evolution en 2007 des opérations avec Crédit Agricole SA dans le cadre de la gestion Actif/Passif.

3.2. Commissions nettes

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	3	-7	-4
Sur opérations avec la clientèle	353	-1	352
Sur opérations sur titres	1	0	1
Sur opérations de change	2	0	2
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	37	-12	25
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	373	-62	311
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	235	-5	230
PRODUITS NETS DES COMMISSIONS	1 004	-87	917

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	20	-14	6
Sur opérations avec la clientèle	705	-1	704
Sur opérations sur titres	4		4
Sur opérations de change	2		2
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	66	-23	43
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	780	-145	635
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	435	-46	389
PRODUITS NETS DES COMMISSIONS	2 012	-229	1 783

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2007		
	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	17		17
Sur opérations avec la clientèle	353	-16	337
Sur opérations sur titres	2	0	2
Sur opérations de change	1	0	1
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	32	-11	21
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	397	-70	327
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	205	-16	189
PRODUITS NETS DES COMMISSIONS	1 007	-113	894

3.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Dividendes reçus			
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-11	1	4
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option			
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	3	7	3
Résultat de la comptabilité de couverture			
GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	-8	8	7

Profit net ou perte nette résultant de la comptabilité de couverture

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts		-179	-179
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	179		179
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture			
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			
TOTAL RESULTAT DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE	179	-179	0

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	234		234
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)		-234	-234
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture			
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			
TOTAL RESULTAT DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE	234	-234	0

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2007		
	Profits	Pertes	Net
Couvertures de juste valeur			
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	509		509
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)		-509	-509
Couvertures de flux de trésorerie			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			
Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers			
Variations de juste valeur des éléments couverts			
Variations de juste valeur des dérivés de couverture			
Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt			
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			
Cessation de la comptabilité de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie			
TOTAL RESULTAT DE LA COMPTABILITE DE COUVERTURE	509	-509	0

3.4. Gains ou pertes nets sur Actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2007	31/12/2007	30/06/2007
Dividendes reçus	15	14	16
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente	13	102	91
Gains ou pertes sur titres dépréciés durablement (titres à revenu variable)	-1	0	0
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances		0	
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	27	116	107

3.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation			
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance			
Autres produits nets de l'activité d'assurance			
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance			
Produits nets des immeubles de placement			
Autres produits (charges) nets	-3	9	2
PRODUITS (CHARGES) DES AUTRES ACTIVITES	-3	9	2

3.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Charges de personnel (1)	-741	-2 052	-1 184
Impôts et taxes	-29	-64	-33
Services extérieurs et autres charges (2)	-493	-1 117	-596
CHARGES D'EXPLOITATION	-1 263	-3 233	-1 813

(1) Au 30/06/2007 : -405 M€ de provisionnement sur les engagements sociaux liés au plan de compétitivité 2007/2010 et au premier trimestre 2007: -40 M€ de provisionnement complémentaire sur le plan de pré-retraite 2006/2007.

(2) Au 30/06/2007 : -80 M€ de provisionnement sur l'immobilier lié au plan de compétitivité 2007/2010.

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Salaires et traitements (1)	-440	-1 432	-866
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-65	-135	-67
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-2	-25	-21
Autres charges sociales	-121	-254	-126
Intéressement et participation	-55	-98	-50
Impôts et taxes sur rémunération	-58	-108	-54
TOTAL CHARGES DE PERSONNEL	-741	-2 052	-1 184

(1) -> Au 30/06/2007 : -405 M€ de provisionnement sur les engagements sociaux liés au plan de compétitivité 2007/2010 et au premier trimestre 2007 : -40 M€ de provisionnement complémentaire sur le plan de pré-retraite 2006/2007.

-> dont charges sur plans de stock-options pour 2,3 M€ au 1er semestre 2008 (ns au 1er semestre 2007).

3.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Dotations aux amortissements	-91	-186	-92
Dotations aux dépréciations		1	0
TOTAL	-91	-185	-92

3.8. Coût du risque

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Dotations aux provisions et aux dépréciations	-263	-518	-299
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances	-227	-461	-269
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs			
Engagements par signature	-15	-38	-23
Risques et charges	-21	-19	-7
Reprises de provisions et de dépréciations	198	415	236
Actifs financiers disponibles à la vente			
Prêts et créances	143	312	156
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Autres actifs	2		
Engagements par signature	43	50	27
Risques et charges	10	53	53
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions	-65	-103	-63
Plus ou moins values de cession réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente			
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-23	-35	-17
Récupérations sur prêts et créances amorties	11	19	8
Pertes sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance			
Décotes sur crédits restructurés		-1	
Pertes sur engagements par signature	-1	-9	-1
Autres pertes	-1	-1	
COÛT DU RISQUE	-79	-130	-73

3.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	4	25	23
Plus-values de cession	4	25	23
Moins-values de cession		0	0
Titres de capitaux propres consolidés	0	0	0
Plus-values de cession		0	
Moins-values de cession		0	
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	4	25	23

3.10. Impôts

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007	30/06/2007
Charge d'impôt courant	-119	-318	-153
Charge d'impôt différé	-26	248	158
CHARGE D'IMPOT DE LA PERIODE	-145	-70	5

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

30/06/2008 <i>(en millions d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	461	-34,43%	-158
Effet des différences permanentes		-0,35%	-2
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		2,17%	10
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		1,16%	5
Effet de l'imposition à taux réduit		0,00%	0
Effet des autres éléments		-0,08%	0
TAUX ET CHARGE EFFECTIF D'IMPOT		-31,53%	-145

30/06/2007 <i>(en millions d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, provisions sur écarts d'acquisitions et résultats des sociétés mises en équivalence	-53	-34,43%	18
Effet des différences permanentes		81,66%	-43
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		-31,02%	16
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		-22,00%	12
Effet de l'imposition à taux réduit		-3,87%	2
Effet des autres éléments			
TAUX ET CHARGE EFFECTIF D'IMPOT		-9,60%	5

4. Information sectorielle

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008				
	Banque de proximité en France	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Gestion pour compte propre et divers	Total
Produit net bancaire	1 890	-4	-43	46	1 889
Charges de fonctionnement	-1 258			-96	-1 354
Résultat brut d'exploitation	632	-4	-43	-50	535
Coût du risque	-83			4	-79
Résultat d'exploitation	549	-4	-43	-46	456
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence					0
Gains ou pertes nets sur autres actifs				4	4
Variation de valeur des écarts d'acquisition					0
Résultat avant impôt	549	-4	-43	-42	460
Impôts sur les bénéfices	-165	1	13	6	-145
Gains ou pertes nets des activités arrêtées					0
Résultat net	384	-3	-30	-36	315
Intérêts minoritaires	0			26	26
RESULTAT NET PART DU GROUPE	384	-3	-30	-62	289

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007				
	Banque de proximité en France	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Gestion pour compte propre et divers	Total
Produit net bancaire	3 664	-7	-81	119	3 695
Charges de fonctionnement	-2 706		-2	-710	-3 418
Résultat brut d'exploitation	958	-7	-83	-591	277
Coût du risque	-127			-3	-130
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence					0
Gains ou pertes nets sur autres actifs				25	25
Coûts liés au rapprochement					0
Variation de valeur des écarts d'acquisition					0
Résultat avant impôt	831	-7	-83	-569	172
Impôts sur les bénéfices	-249	2	25	152	-70
Gains ou pertes nets des activités arrêtées					0
Résultat net	582	-5	-58	-417	102
Intérêts minoritaires				53	53
RESULTAT NET PART DU GROUPE	582	-5	-58	-470	49

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2007				
	Banque de proximité en France	Services Financiers Spécialisés	Gestion d'actifs, Assurances, Banque Privée	Gestion pour compte propre et divers	Total
Produit net bancaire	1 833	-3	-41	113	1 902
Charges de fonctionnement	-1 427		-2	-476	-1 905
Résultat brut d'exploitation	406	-3	-43	-363	-3
Coût du risque	-73		0	0	-73
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence					0
Gains ou pertes nets sur autres actifs				23	23
Coûts liés au rapprochement					0
Variation de valeur des écarts d'acquisition					0
Résultat avant impôt	333	-3	-43	-340	-53
Impôts sur les bénéfices	-100	1	13	91	5
Gains ou pertes nets des activités arrêtées					0
Résultat net	233	-2	-30	-249	-48
Intérêts minoritaires				26	26
RESULTAT NET PART DU GROUPE	233	-2	-30	-275	-74

5. Notes relatives au bilan au 30 juin 2007

5.1. Actifs et Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	68	72
Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option		
JUSTE VALEUR AU BILAN	68	72
<i>Dont Titres prêtés</i>	0	0

Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	68	72
JUSTE VALEUR AU BILAN	68	72

Actifs financiers à la Juste Valeur par résultat sur option

Néant.

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Titres vendus à découvert		
Dettes représentées par un titre		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	68	73
JUSTE VALEUR AU BILAN	68	73

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008		31/12/2007	
	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance	Juste valeur au bilan	Différence entre valeur comptable et montant dû à l'échéance
Dépôts d'établissements de crédit	Non concerné		Non concerné	
Autres dépôts				
Titres de dette				
Passifs subordonnés				
Autres passifs financiers				
TOTAL	NEANT	NEANT	NEANT	NEANT

5.2. Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008			31/12/2007		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	174			174		
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 260	49	-35	1 084	77	-19
Actions et autres titres à revenu variable	101	29		101	29	
Titres de participation non consolidés	367	56		383	76	-1
Créances disponibles à la vente						
Créances rattachées	2			6		
Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente	1 904	134	-35	1 748	182	-20
Impôts différés		-27	12		-44	7
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente (net IS)		107	-23		138	-13

5.3. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Comptes et prêts	15 690	13 997
dont comptes ordinaires débiteurs sains	1 397	1 469
dont comptes et prêts au jour le jour sains	7 042	6 135
Valeurs reçues en pension	437	427
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	321	320
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
Total	16 448	14 744
Créances rattachées	40	33
Dépréciations	-5	-6
VALEUR NETTE AU BILAN	16 483	14 771

Prêts et créances sur la clientèle

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	363	446
Autres concours à la clientèle (1)	67 810	64 860
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	23	31
Titres non cotés sur un marché actif	8	8
Créances nées d'opérations d'assurance directe		0
Créances nées d'opérations de réassurance		0
Avances en comptes courants d'associés		0
Comptes ordinaires débiteurs	3 326	3 297
Total	71 530	68 642
Créances rattachées	285	267
Dépréciations	-1 821	-1 847
Valeurs nettes au bilan	69 995	67 062
Opérations de location financement		
Location financement immobilier	0	0
Location financement mobilier, location simple et opérations assimilées	0	0
Total	0	0
Créances rattachées		0
Dépréciations		0
Valeurs nettes au bilan	0	0
TOTAL	69 995	67 062

(1) le montant des créances hypothécaires nanties au profit de la Caisse de Refinancement de l'Habitat s'élève à 5 762 M€.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations encours douteux compromis	
Administrations centrales	666					666
Institutions non établissements de crédit	101					101
Etablissements de crédit	16 447	10	5			16 442
Grandes entreprises	14 423	386	109	566	412	13 902
Clientèle de détail	56 341	620	165	843	598	55 578
Total (*)	87 978	1 016	279	1 409	1 010	86 689
Créances rattachées nettes						313
Dépréciations sur base collective						-524
VALEURS NETTES AU BILAN						86 478

(*) Dont actifs restructurés non dépréciés pour 310 M€.

<i>(en millions d'euros)</i>	31/12/2007					Total
	Encours bruts	dont Encours douteux	dépréciations encours douteux	dont Encours douteux compromis	dépréciations encours douteux compromis	
Administrations centrales	359					359
Institutions non établissements de crédit						
Etablissements de crédit	14 744	8	6			14 738
Grandes entreprises	13 295	389	110	586	445	12 740
Clientèle de détail	54 988	618	166	859	635	54 187
Total (*)	83 386	1 015	282	1 445	1 080	82 024
Créances rattachées nettes						287
Dépréciations sur base collective						-478
VALEURS NETTES AU BILAN						81 833

(*) Dont actifs restructurés non dépréciés pour 302 M€.

5.4. Dépréciations inscrites en déduction d'actifs financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	01/01/2008	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2008
Créances sur établissements de crédit	6			-1			5
Créances sur la clientèle	1 847		243	-272		2	1 820
dont provisions collectives	478		68	-17		-5	524
Opérations de location financement	0						0
Titres détenus jusqu'à l'échéance	0						0
Actifs financiers disponibles à la vente	76		1				77
Autres actifs financiers	72			-2			70
TOTAL DES DEPRECIATIONS D'ACTIFS FINANCIERS	2 001	0	244	-275	0	2	1 972

5.5. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Comptes et emprunts (1)	8 391	6 492
dont comptes ordinaires créditeurs	613	503
dont comptes et emprunts au jour le jour	203	23
Valeurs données en pension (1)	2	1 014
Titres donnés en pension livrée		30
Total	8 393	7 536
Dettes rattachées	39	45
VALEUR AU BILAN	8 432	7 581

(1) La réforme Gestion Globale des Garanties génère un transfert des opérations de financement du poste "valeurs données en pension" vers le poste "emprunts interbancaires".

Dettes envers la clientèle

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Comptes ordinaires créditeurs	24 173	24 797
Comptes d'épargne à régime spécial	30 203	30 188
Autres dettes envers la clientèle	6 297	5 428
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
Total	60 673	60 413
Dettes rattachées	487	557
VALEUR AU BILAN	61 160	60 970

5.6. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse	9	11
Titres du marché interbancaire	4 118	4 655
Titres de créances négociables :	9 900	6 829
. Émis en France	9 900	6 829
. Émis à l'étranger		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Total	14 027	11 495
Dettes rattachées	117	145
VALEUR AU BILAN	14 144	11 640
Dettes subordonnées		
Dettes subordonnées à durée déterminée	275	125
Dettes subordonnées à durée indéterminée	307	307
Dépôt de garantie à caractère mutuel	99	89
Titres et emprunts participatifs	234	234
Total	915	755
Dettes rattachées	19	13
VALEUR AU BILAN	934	768

5.7. Immeubles de placement

Néant.

5.8. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

<i>(en millions d'euros)</i>	01/01/2008	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2008
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	1 860		35	-34		7	1 868
Créances rattachées (1)	0						0
Amortissements & Dépréciations (2)	-612		-57	32		6	-631
VALEUR NETTE AU BILAN	1 248	0	-22	-2	0	13	1 237
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	502		16	-42		4	480
Amortissements & Dépréciations	-308		-34	42		-4	-304
VALEUR NETTE AU BILAN	194	0	-18	0	0	0	176

(1) Loyers courus non échus sur les immobilisations données en location simple.

(2) Y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

5.9. Ecart d'acquisition

Néant.

5.10. Provisions

<i>(en millions d'euros)</i>	01/01/2008	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	30/06/2008
Risques sur les produits épargne logement	107				-3			104
Risques d'exécution des engagements par signature	129		15	-1	-42		-9	92
Risques opérationnels	35		6	-3	-4		6	40
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	700		19	-80				639
Litiges divers	140		15	-1	-3			151
Participations	0							0
Restructurations	14			-5				9
Autres risques	273		8	-44	-6		-1	230
PROVISIONS	1 398	0	63	-134	-58		-4	1 265

Provision épargne logement

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2008	31/12/2007
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	4 814	4 946
Ancienneté de plus de 10 ans	3 621	4 164
Total plans d'épargne-logement	8 435	9 110
Total comptes épargne-logement	1 810	1 830
TOTAL	10 245	10 940

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.
Les encours de collecte sont sur base d'inventaire à fin mai 2008, et hors prime d'état.

Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2008	31/12/2007
Plans d'épargne-logement :	136	153
Comptes épargne-logement :	327	324
TOTAL	463	477

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2008	31/12/2007
Plans d'épargne-logement :		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	11	8
Ancienneté de plus de 10 ans	35	41
Total plans d'épargne-logement	46	49
Total comptes épargne-logement	58	58
TOTAL	104	107

L'ancienneté est déterminée par rapport à la date de milieu d'existence de la génération des plans à laquelle ils appartiennent.

5.11. Capitaux propres

Composition du capital

Au 30 juin 2008, la répartition du capital et des droits de vote était la suivante :

Actionnaires du Crédit Lyonnais	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
Crédit Agricole SA	338 362 593	94,92%	94,92%
SACAM Développement	17 821 652	5,00%	5,00%
Actionnaires inscrits en PEE	161 506	0,04%	0,04%
Administrateurs	18	0,00%	0,00%
Actionnaires salariés détenant des titres issus des levées d'options et non présentés à l'échange	131 693	0,04%	0,04%
TOTAL	356 477 462	100,00%	100,00%

La valeur nominale des actions est de 5,18 euros et le montant du capital est 1 847 707 milliers d'euros. Ces actions sont entièrement libérées.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5% ou plus du capital ou des droits de vote.

Actions de préférences

Entité émettrice	Date d'émission	Montant de l'émission en millions de dollars	Montant de l'émission en millions d'euros	30/06/2008 en millions d'euros	31/12/2007 en millions d'euros
Credit lyonnais Preferred capital 1 LLC	avr-02		750	750	750

Ces actions de préférence donnent droit à leurs porteurs à un dividende préférentiel non cumulatif. Le taux de ce dividende est établi à 7,047% pendant les 10 premières années suivant la date de l'émission. Le produit de cette émission est classé parmi les intérêts minoritaires.

Résultat par action

	30/06/2008	31/12/2007
Résultat net pour le calcul du résultat par action (en millions d'euros)	289	49
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	356 477 462	356 286 029
Coefficient d'ajustement	1,00	1,00
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat ajusté par action	356 477 463	356 286 030
Résultat de base par action (en euros)	1,62	0,14
Résultat dilué par action (en euros)	1,62	0,14

Dividendes

Au titre de l'exercice 2007, l'Assemblée générale du Crédit Lyonnais a approuvé le versement d'un dividende net par action de 0,13 euros.

<i>(en euros)</i>	2007	2006	2005	2004	2003
Dividende net par action	0,13	1,27	1,72	3,45	1,35
Dividende global	46 317 184	452 036 247	610 363 218	1 220 500 932	477 291 795

Dividendes payés au cours de l'exercice :

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 46 317 milliers d'euros.

6. Engagements de financement et de garantie

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2008	31/12/2007
Engagements donnés	19 852	23 331
Engagements de financement	11 007	11 241
. Engagements en faveur d'établissements de crédit	257	207
. Engagements en faveur de la clientèle	10 750	11 034
Ouverture de crédits confirmés	9 105	9 402
- Ouverture de crédits documentaires	178	185
- Autres ouvertures de crédits confirmés	8 927	9 217
Autres engagements en faveur de la clientèle	1 645	1 632
Engagements de garantie	8 845	12 090
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	1 968	4 192
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires	138	182
Autres garanties (1)	1 830	4 010
. Engagements d'ordre de la clientèle	6 877	7 898
Cautions immobilières	44	31
Garanties financières	2 086	1 991
Autres garanties d'ordre de la clientèle	4 747	5 876
Engagements reçus	29 455	28 174
Engagements de financement	997	8
. Engagements reçus d'établissements de crédit	846	2
. Engagements reçus de la clientèle	151	6
Engagements de garantie	28 458	28 166
. Engagements reçus d'établissements de crédit	27 216	27 262
. Engagements reçus de la clientèle	1 242	904
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	48	63
Autres garanties reçues	1 194	841

(1) Les nouveaux schémas comptables liés à la réforme Gestion Globale des Garanties (appels d'offre BDF) entraînent un transfert des "engagements de garanties en faveur d'établissement de crédit" vers les "autres engagements donnés".

7. Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des actifs et passifs valorisés sur la base de données non observables
LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

Evaluation de l'impact de la prise en compte de la marge à l'origine
LCL n'est pas concerné par cette note annexe.

8. Evénements postérieurs à fin de la période intermédiaire

Néant.

9. Périmètre de consolidation au 30 juin 2008

Le périmètre de consolidation n'a pas subi de modification depuis le 31 décembre 2007.

Liste des filiales, coentreprises et entreprises associées	Pays d'implantation	Méthode de consolidation au 30/06/2008	% de contrôle	% d'intérêt
			30/06/2008	30/06/2008
<u>Sociétés françaises intégrées globalement</u>				
Banque Thémis	France	IG	100	100
CL Développement Economique "CLDE"	France	IG	100	100
Cie interprofessionnelle de financement immobilier "Interfimo"	France	IG	98,95	98,95
CL Europe	France	IG	100	100
Banque Française Commerciale Antilles Guyane "BFCAG"	France	IG	100	100
<u>Sociétés européennes (hors France) intégrées globalement</u>				
CL Verwaltung und Beteiligungs	Allemagne	IG	100	100
<u>Sociétés d'Amérique intégrées globalement</u>				
CL Preferred Capital	USA	IG	100	0

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars & Guérard
61 rue Henri Regnault
92075 La Défense Cedex

**RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES**

Période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008

CREDIT LYONNAIS
18, rue de la République
69002 Lyon

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société CREDIT LYONNAIS, relatifs à la période du 1er janvier 2008 au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

CREDIT LYONNAIS

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires résumés

Période du 1^{er} janvier 2008 au 30 juin 2008 - Page 3

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

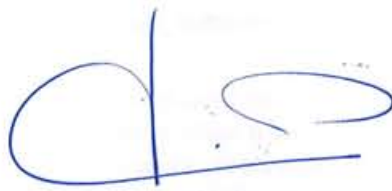
Fait à Neuilly-sur-Seine et La Défense, le 27 août 2008

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars & Guérard



Gérard Hautefeuille



Paul Onillon



Michel Barbet-Massin



Max Dongar

